

Aggravation du blocus de Gaza : Israël n'épargne même plus l'éducation



Peut-on faire pire que le blocus de Gaza, qui ruine l'économie de ce territoire et pousse toute sa population, malgré son extraordinaire volonté de vivre, à la misère et au désespoir ? En renforçant ce blocus, qui dure depuis plus de 11 ans, Israël montre une fois encore qu'il peut aller toujours plus loin dans son entreprise de destruction de la société palestinienne à Gaza.

La dernière décision d'Israël : fermer le dernier point de passage encore en service, Karem Abou Salem, à toute marchandise hors d'un flux réduit de produits alimentaires et agricoles et de fournitures médicales. Les rares dérogations permettant l'exportation de produits agricoles ou de fabrications de Gaza, obtenues de haute lutte, sont supprimées. En cette période de préparation de la rentrée scolaire, les fournitures pour l'imprimerie ou pour la fabrication des vêtements sont également bloquées. La rentrée, déjà compromise dans les camps de réfugiés par l'asphyxie de l'UNRWA, risque maintenant de se faire sans livre ni fourniture scolaire. De plus, aucun matériau de construction ne pourra passer, alors que la reconstruction à la suite des destructions massives de 2014 est très loin d'être terminée. Et la zone de pêche, déjà très restreinte, est à nouveau réduite.

En arraisonnant immédiatement le bateau qui tentait de sortir de Gaza avec à son bord des blessés graves et des étudiants qui n'avaient pas obtenu l'autorisation de sortir, Israël montre que son objectif est aussi de tuer tout espoir.

L'argument des "cerfs-volants incendiaires" est dérisoire : malgré quelques incendies de cultures, il n'y a eu aucune victime du côté israélien. Ces cerfs-volants, traditionnels symboles d'espoir et de liberté, sont surtout là pour tenter de rappeler à Israël que la population de Gaza existe. Avec le renforcement du blocus comme réponse, on est dans la logique de "punition collective" strictement interdite par toutes les conventions internationales.

Détruire l'économie palestinienne de Gaza, détruire sa société, tirer sur les civils pour les tuer ou les mutiler et refuser toute commission d'enquête, mettre en œuvre des techniques d'enfermement de plus en plus sophistiquées, expérimenter de nouvelles armes sur les civils : c'est la politique qu'Israël met en œuvre depuis 11 ans que dure le blocus, et qu'il vient ainsi de considérablement renforcer avec l'objectif à peine masqué de couper complètement Gaza de la Cisjordanie et d'en finir ainsi avec le projet national palestinien.

Au-delà des crimes de guerre commis contre les manifestants de Gaza, c'est un crime contre l'humanité qui se déroule sous nos yeux. Jusqu'à quand les grandes puissances, dont la France, vont-elles laisser faire cette abomination ? La situation de Gaza ne se déblocuera que par la levée du blocus. Une levée immédiate et sans condition avec des priorités clairement affichées : libre circulation des personnes, y compris entre Gaza et la Cisjordanie, reprise de l'activité économique, reconstruction.

Compte tenu de l'attitude du gouvernement israélien, qui refuse même la commission d'enquête décidée par l'ONU, la seule voie pour y parvenir, ce sont les sanctions. Le gouvernement français, les gouvernements européens, l'ensemble de la communauté internationale doivent choisir : obtenir, par des sanctions, la levée immédiate du blocus de Gaza, ou être complices des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par l'Etat d'Israël contre la population de Gaza.

Le Bureau national de l'AFPS

13 juillet 2018